



IAN HAMEL

TARIQ RAMADAN

HISTOIRE D'UNE
IMPOSTURE

SES COMPLICES, SES RÉSEAUX,
SES FINANCEMENTS

Flammarion

Tariq Ramadan

Histoire d'une imposture

Ian Hamel

Tariq Ramadan

Histoire d'une imposture

Flammarion

DU MÊME AUTEUR

- Le mystificateur : 25 ans dans l'ombre de Bernard Tapie*, coécrit avec Marc Fratani, L'Archipel, 2019.
- Notre ami Bernard Tapie*, L'Archipel, 2015.
- Banquier. Un Suisse dans le grand banditisme*, entretiens avec François Rouge, La manufacture de livres, 2015.
- L'affaire Ségalat, ou la présomption de culpabilité*, Éditions du Belvédère, 2013.
- Les Bettencourt, derniers secrets*, L'Archipel, 2013.
- Sarko et Cie. La République des copains et des réseaux*, L'Archipel, 2011.
- Xavier Bertrand : les coulisses d'une ambition*, L'Archipel, 2010.
- Et si la Suisse ne servait plus à rien ?*, Larousse, 2010.
- L'énigme Oussama Ben Laden*, Payot, 2008.
- La vérité sur Tariq Ramadan : sa famille, ses réseaux, sa stratégie*, Favre, 2007.
- Quid du canton de Genève*, Connaissance et Communication, 2003.
- Les Guyanais, Français en sursis ?*, Éditions Entente, 1979.

À Mathis
À Kéziah

« L'affaire Ramadan ramène les
prédicateurs à leur misérable humanité,
qu'ils dissimulent sous leur commerce. »

Kamel Daoud,
écrivain et journaliste algérien,
Chronique « Le sexe caché des prêcheurs »,
Le Point, 15 février 2018.

Avant-propos

Après l'attaque à la Préfecture de police de Paris, en octobre dernier, Tariq Ramadan s'est indigné sur les réseaux sociaux que l'on ait « commencé à salir la mémoire » de Mickaël Harpon, juste coupable d'avoir poignardé à mort quatre policiers. Pour le prédicateur, cet informaticien, loin de s'être radicalisé, ne serait en fait qu'un pauvre homme « qui a perdu la raison ». Bien au-delà de ce message nau-séeux, j'ai surtout pensé à tous ces « grands esprits » occidentaux, en particulier français, qui ont porté aux nues Tariq Ramadan pendant un quart de siècle. Et aujourd'hui se taisent. Dignitaires catholiques, universitaires, intellectuels, militants de gauche, socialistes, trotskistes et écologistes, laïcs de la Ligue de l'enseignement et de la Ligue des droits de l'homme, journalistes, animateurs de télévision se bouscullaient pour lui tresser des couronnes. *Time Magazine* le classait parmi l'un des sept innovateurs religieux du XXI^e siècle. Malgré la faiblesse de son bagage universitaire, Oxford lui a offert une chaire d'études islamiques contemporaines. Benoît XVI l'a accueilli au Vatican.

Qu'importe si Tariq Ramadan n'a jamais contesté l'héritage doctrinal de son grand-père, Hassan al-Banna, fondateur des Frères musulmans en Égypte, et de son père Saïd Ramadan, venu implanter la confrérie en Europe. Oubliée, sa proximité avec le sulfureux théologien Youssef al-Qaradhawi, promoteur des attentats-suicides en Israël et admirateur d'Adolf Hitler. Négligés, ses liens financiers comme idéologiques avec la dictature qatarie, si empressée envers les djihadistes d'Afghanistan, de Syrie, de Somalie.

Tariq Ramadan

Pour ces « grands esprits », et ses compagnons de route, comme Jean Ziegler, sociologue et ancien député socialiste suisse, François Burgat, ancien directeur de recherches au CNRS, ou Alain Gresh, ancien rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, et fondateur du journal en ligne Orient XXI, prétendre aujourd'hui qu'ils ne savaient pas est difficile. Déjà en 1994, dans le quotidien genevois *Le Courrier*, Tariq Ramadan expliquait comment un mari devait battre sa femme. La même année, dans son premier livre, *Les Musulmans dans la laïcité*, il affirmait que « les cours de biologie peuvent contenir des enseignements qui ne sont pas en accord avec les principes de l'islam. Il en est d'ailleurs de même des cours d'histoire ou de philosophie. » Plus tard, en 1999, dans l'ouvrage *Être musulman européen*, Tariq Ramadan se réfère à son grand-père Hassan al-Banna et à Sayyid Qutb, l'un des principaux inspirateurs d'al-Qaïda et de Daech. Erreurs de jeunesse ? En 2003, confronté à Nicolas Sarkozy, Tariq Ramadan proposait un « moratoire » sur la lapidation. Le 22 mars 2012, sur son site, il osait décrire Mohamed Merah, auteur d'horribles crimes à Toulouse et à Montauban, « comme un grand adolescent, un enfant désœuvré, perdu, dont le cœur est, de l'avis de tous, affectueux ». En 2017, loin de dénoncer l'excision, le prédicateur rappelait qu'elle faisait « partie de nos traditions » et appelait à une discussion interne à « la communauté musulmane ».

Pour avoir désapprouvé l'invitation faite à Tariq Ramadan par la mission d'information parlementaire sur le port du voile intégral en 2009, Jean Glavany, ancien ministre de l'Agriculture et de la Pêche, a subi pendant des mois un « cyber-harcèlement », les menaces haineuses alternant avec les insultes les plus abjectes. Si les réseaux qui soutiennent Tariq Ramadan ont pu s'en prendre impunément à un ancien membre du gouvernement français, il est facile d'imaginer le traitement réservé aux journalistes, aux chercheurs, comme aux intellectuels musulmans qui tentent depuis des années de dénoncer cet imposteur. Sans omettre le sort réservé aux femmes qui ont eu le courage de porter plainte contre Tariq Ramadan pour viol. À aucun moment, ces « grands esprits » n'ont pris la peine de s'indigner des méthodes musclées utilisées par Tariq Ramadan pour tenter de faire taire ses contradicteurs. Un chapitre ne suffirait pas pour énumérer les noms d'oiseaux que je reçois depuis une douzaine d'années. Les trolls ne manqueront d'ailleurs pas de se démultiplier avec la sortie de cet ouvrage.

Alors comment expliquer ce soutien aveugle ? Tariq Ramadan serait-il pour tous ses aficionados occidentaux le grand réformateur musulman du XXI^e siècle ? Carrément un nouveau prophète ? Pourtant, Gilles Kepel, le spécialiste de l'islam et du monde arabe contemporain, ne s'est jamais privé de répéter que pour lui, ce prédicateur n'était ni un chercheur ni un universitaire. Et de se gausser du faible niveau d'arabe de ce prétendu islamologue. Quant au sociologue Vincent Geisser, chercheur au CNRS, il constate que le petit-fils d'Hassan al-Banna « a joué à fond sur tous les registres – islamologue, théologien, philosophe, universitaire, éditorialiste, grand frère, prédicateur, guide de conscience, leader moral – alors qu'il n'était rien de tout cela ». En matière théologique son apport est inexistant. Tariq Ramadan n'a jamais été un penseur, ni un intellectuel.

Le Belge Michaël Privot, spécialiste de l'histoire comparée des religions, coauteur de *Mais au fait, qui était vraiment Mahomet ?*, propose un test très simple pour dégonfler cette baudruche auprès de ses supporters. Il suffit de leur demander de citer une seule des « innovations » proposées par Tariq Ramadan. Ils seront bien incapables de répondre. Rien de plus normal : Tariq Ramadan s'est longtemps présenté comme « salafi », en référence aux salafs, les compagnons du Prophète et les « pieux musulmans » des trois premières générations de l'islam. Or, par rapport au Coran et à la sunna (les propos tenus par le Prophète et les actes qu'il a pu accomplir), pour un « salafi », la marge interprétative des textes est plus que réduite, et n'autorise guère d'évolution.

L'ancien professeur de français d'un collège de Genève est bien l'auteur d'une trentaine d'ouvrages qui se veulent fort érudits. Je ne résiste donc pas au plaisir de citer quelques lignes de l'introduction d'*Islam. La réforme radicale* : « Il faut opérer un déplacement du centre de gravité de l'autorité dans l'univers de référence islamique en sériant plus nettement les compétences et les rôles respectifs des savants de différents domaines. » Et quelques lignes plus bas, Tariq Ramadan propose « un ensemble de finalités éthiques plus élaboré et une catégorisation (horizontale et verticale) originale des objectifs supérieurs ». Ne pas s'émerveiller devant de tels écrits lumineux, c'était s'attirer les foudres des antiracistes et se voir traité d'« islamophobe ». Et même peut-être de « sioniste notoire ».

Tariq Ramadan

Bien avant que ne tombe la première plainte pour viol, Majda Bernoussi, une Belge d'origine marocaine, m'avait révélé en 2010 sa liaison chaotique avec Tariq Ramadan. Dans un manuscrit, elle racontait la vie dissolue du prédicateur, ses aventures innombrables, sa sexualité très particulière. Pour cet homme qui ne priait jamais en privé, l'islam n'était en fait qu'un business fort lucratif. Mais aucun média n'a souhaité interviewer Majda Bernoussi. Aucun éditeur parisien n'a voulu jeter un simple coup d'œil sur son manuscrit. Pourtant, au même moment sur Internet, des dizaines d'autres femmes dénonçaient également le petit-fils d'Hassan al-Banna. Mais comme le déplore Bernard Rougier, directeur du Centre des études arabes et orientales, sous couvert du respect des différences et de l'affirmation de l'identité culturelle, on préférerait s'agenouiller devant les islamistes.

Finalement, la première plainte pour viol n'a été déposée que sept ans plus tard, en octobre 2017. Mis en examen et incarcéré en février 2018, Tariq Ramadan a passé neuf mois en prison, avant d'être libéré en novembre 2018. Il n'a pas été jugé, il bénéficie de la présomption d'innocence, et conteste les accusations portées contre lui. Je retiens l'éditorial de Riss, le directeur de *Charlie Hebdo*, quelques jours après l'arrestation de Tariq Ramadan : « La dénonciation de son idéologie a moins pesé que celle de sa vie intime. La malfaisance dont il a usé contre les femmes a été dénoncée alors que celle qu'il exerçait sur des milliers d'esprits semble intouchable. »

« Face à l'islamisme, sommes-nous devenus lâches ? », titrait en octobre 2019 un hebdomadaire parisien. Lénine avait inventé une expression pour qualifier les Occidentaux qui se mettaient eux-mêmes au service de la propagande communiste. Il parlait d'« idiots utiles ». Par naïveté, par cupidité ou au nom d'intérêts « supérieurs », des milliers d'intellectuels ont fermé les yeux sur le goulag en Union soviétique, sur la famine provoquée par le « Grand Bond en avant » de Mao, sur le désastre économique à Cuba sous l'égide des frères Castro. Dans son *Histoire mondiale du communisme*, Thierry Wolton consacre plus de 1 100 pages aux « complices » des crimes commis au nom du marxisme-léninisme. Plus modestement, je m'interroge sur cet autre aveuglement, celui qui consiste à nier l'islamisation rampante de l'Occident, entreprise, même pas en catimini, par les Frères musulmans, représentés en France par Musulmans de France, l'ex-Union des organisations islamiques de France (UOIF). Leur

Avant-propos

stratégie visant l'instauration d'un califat mondial n'a pas changé depuis la création de la confrérie en 1928 sur les bords du canal de Suez par Hassan al-Banna. La tentative d'établissement d'un « pouvoir islamique sur toute la terre » s'est concrétisée à la fin des années 1950 avec l'arrivée à Genève de Saïd Ramadan, gendre d'Hassan al-Banna, et père de Tariq Ramadan. Le programme de la confrérie, baptisé « Le Projet », un document de 14 pages, a été découvert juste après le 11 septembre 2001 dans la villa de Youssef Nada, à Campione, une enclave italienne dans le canton suisse du Tessin. Dignitaire de la confrérie, rival de Saïd Ramadan, Youssef Nada était le fondateur de la banque Al-Taqwa, soupçonnée par la justice américaine de financer al-Qaida.

Est-ce vraiment étonnant si certains marxistes-léninistes sont passés, sans états d'âme, après les attentats de 2001, de Karl Marx à Hassan al-Banna et à Sayyid Qutb ? À défaut du « Grand Soir », ces orphelins du communisme se sont rabattus sur la « théologie musulmane de la libération ». Qui veut que seul l'islam soit capable de venir à bout du capitalisme, du néocolonialisme, de l'impérialisme américain et d'Israël. Le plus invraisemblable, c'est que sans ses sordides histoires de culottes, Tariq Ramadan était en passe de devenir le nouveau gourou (ou prophète) de tous ces « décoloniaux ». Vous avez dit « idiots utiles » ?

Préface d'Omero Marongiu-Perria¹

L'ouvrage écrit par Ian Hamel dresse un bilan salubre de la montée en puissance jusqu'à la chute d'une icône – certainement la plus controversée – de l'islam francophone. Tariq Ramadan, en effet, ne représente pas qu'un prédicateur capable de faire salle comble par sa seule prestance orale et son *sex-appeal* très étudié. Il symbolise, à lui seul, tout l'aveuglement dont ont fait preuve des milliers d'acteurs associatifs musulmans et non musulmans, militants laïcs, jusqu'à certaines institutions académiques et acteurs politiques, face à la stratégie de respectabilité, pour ne pas dire de « notabilisation » du personnage. Celle-ci s'est déployée en direction des publics musulmans et non musulmans par un discours finement ajusté et très bien rodé, rivalisant de concepts et de tournures de phrases alambiquées et, il faut le reconnaître, par un beau jeu d'acteur. Les livres, articles et analyses produits sur le personnage n'ont pas vraiment fait vaciller le piédestal sur lequel il était installé, y compris dans les médias, jusqu'à ce que l'aveu de sa double vie fasse fuir la plupart de ses soutiens.

Au-delà des affres de Tariq Ramadan, la réalité est que la plupart des musulmans comme des non musulmans n'ont quasiment aucune connaissance de l'histoire des institutions et de la militance musulmanes du dernier quart du XX^e siècle, avec ses avancées mais aussi ses déboires. Et quand on n'a pas accès à l'histoire, c'est le mythe qui

1. Sociologue, spécialiste de l'islam français, passé par la mouvance des Frères musulmans (1992-2004), il s'attache, dans ses recherches, à en déconstruire la stratégie et les mécanismes de fonctionnement. Partisan d'un islam libéral, c'est l'un des promoteurs du courant réformiste dans l'islam de France.

s'impose, avec ses héros et ses légendes. À l'ère d'Internet et des réseaux sociaux, ces dernières se diffusent à un rythme effréné, et les nouvelles générations actualisent constamment leur « Top Ten » des leaders les plus en vue et celui des *has been* dont, parfois, ils connaissent à peine quelques bribes, au-delà de ce que les légendes racontent. Chez « nous » les musulmans, pour reprendre une expression couramment usitée dans l'intracommunautaire, ces légendes sont devenues un élément structurant de vastes tissus associatifs et militants. Ainsi, les adeptes des Frères musulmans ressassent les leurs, comme les « ramadaniens », les salafistes, voire certaines obédiences soufies. Leur force a été décuplée au fil des années par le fait que, dans ces différentes sphères, plusieurs générations de militants désillusionnés se sont tués pour sauvegarder des amitiés ou ne pas entraver « la cause » à laquelle ils avaient adhéré. Cela malgré la multitude de coups bas, de malversations et de calculs stratégiques, parfois purement économiques, dont la religion n'est, finalement, qu'une variable d'ajustement des discours et d'attitudes pour contrôler la plèbe musulmane.

L'imposture ramadanienne est suffisamment importante pour que l'on prenne le temps de poser des constats, de faire des analyses et de réfléchir aux horizons possibles d'un islam enfin débarrassé de leaders religieux et de responsables associatifs véreux. De temps à autre, lorsque je croise le chemin d'anciens militants de ma génération, ex-membres de l'UOIF – devenue l'an dernier Musulmans de France –, nous nous plaisons à ressasser quelques anecdotes de nos jeunes années. Lors de notre entrée dans la militance frériste, nous étions jeunes et la naïveté nous poussait à une bigoterie exacerbée, à rechercher l'adoubement d'un grand frère arabophone qui nous prendrait sous sa coupe, à imiter la gestuelle et la rhétorique des cheikhs et des conférenciers de renom, parfois d'un simple tribun local qui avait revêtu l'étoffe du leader de groupe. Fin 1990, lorsque je commençais ma carrière de conférencier – j'avais tout juste fêté mes 21 ans –, j'étais moi-même complètement pris dans ce jeu d'acteur. Heureusement, cet état d'esprit ne durera pas très longtemps ; les études sociologiques et les désillusions progressives me conduiront à prendre progressivement du recul, jusqu'à mon détachement complet de la sphère frériste. C'est en 1994 que je recevais un appel téléphonique de Tariq Ramadan. Celui-ci m'indiquait qu'il cherchait à rassembler de jeunes potentiels afin de développer une dynamique musulmane en France.

Je lui répondis que je devais obtenir l'accord de mon association de tutelle, Jeunes musulmans de France, que j'avais cofondée en juillet 1993 – sur cette possibilité. Au mois de septembre de la même année, j'avais prêté le serment d'allégeance aux Frères musulmans en compagnie de plusieurs militants francophones, à Lille.

Cet appel de Tariq Ramadan m'avait à la fois fasciné et troublé ; était-il lui-même membre de l'organisation des Frères musulmans ? Pourquoi entamait-il une prospection de jeunes potentiels sans collaborer directement avec l'UOIF ? Les réponses à ces questions sur la réalité du personnage viendront progressivement par l'expérience sur le terrain, et on en trouvera la quintessence dans le présent ouvrage de Ian Hamel. L'année précédente, Tariq Ramadan venait d'émerger sur la scène française via l'UJM – Union des jeunes musulmans à Lyon – et son intervention au rassemblement annuel de l'UOIF, au Bourget, qui avait laissé le public pantois. Pour la première fois depuis le début des années 1980, après Hani Ramadan et Hassan Iquioussen, un prédicateur musulman parlait de l'islam dans un français particulièrement élaboré. Je pense qu'au fond, ce qui nous a séduits chez lui, c'est son charisme, jusqu'à ce que l'aura du tribun s'estompe rapidement, pour beaucoup de personnes de ma génération, parallèlement à l'échec de dynamiques essentiellement tournées vers la promotion de sa personne.

Voici un exemple concret de ce charisme : le 23 septembre 1995, la section de Valenciennes des Jeunes musulmans de France organisait un débat sur la laïcité, entre Tariq Ramadan et le philosophe Guy Coq, dans le salon d'honneur de la mairie. Ayant la charge d'animateur, j'observais comment le premier malmenait le second par une rhétorique polémiste dont il ne semblait pas coutumier. Au programme, bien sûr, une justification du port du voile et la promotion d'une identité musulmane ostensible. Pour les jeunes militants, à l'époque, ce type de débats constituait autant de trophées grâce auxquels l'identité musulmane pouvait s'affirmer de manière ostensible. Cela n'empêchera pas l'intellectuel français de prendre la défense de Tariq Ramadan lors de son interdiction d'entrée sur le territoire français ; il faut peut-être y voir un effet de la fascination ramadanienne.

Après la levée de cette interdiction, le prédicateur suisse va développer des dynamiques qui vont lui permettre de structurer de véritables bataillons de militants sur le terrain, comme la création de la commission Islam & Laïcité, portée à l'origine par la Ligue de

l'enseignement, et la plateforme communautaire Présence musulmane. Ian Hamel décrit parfaitement le contexte sous-jacent à cette pénétration ramadanienne en France, en Belgique, puis au Canada et comment des laïcs vont s'amouracher d'un fondamentaliste. Cette stratégie de montée en respectabilité va fonctionner jusqu'à ce que la pilule pseudo-intellectuelle et de l'autopromotion ne soit un peu trop dure à avaler. Car le fond du discours de Tariq Ramadan, derrière le langage faussement complexe, a consisté, d'un côté, à réhabiliter la personne et les idées de son grand-père, le fondateur de l'organisation des Frères musulmans, en tentant de l'inscrire dans la lignée des réformistes musulmans du XIX^e siècle ; d'un autre côté, son projet de réforme n'était autre qu'une sorte d'idéal type maximaliste tourné vers une vision très ostensible de l'identité musulmane. Dans le langage commun de la militance musulmane, il s'agit là d'un vrai projet de *da'wa*, d'appel à l'islam, fondé sur une stratégie de pénétration de la société que les Frères musulmans ont conceptualisée depuis longtemps. On trouvera dans l'ouvrage de Ian Hamel une description très précise de l'usurpation par Tariq Ramadan de ses titres universitaires, du contexte de soutenance au forceps de sa thèse de doctorat comme, avant lui, celle de son père Saïd Ramadan, dans laquelle il tente d'habiliter une vision particulièrement fondamentaliste de la charia.

Ce que Ian Hamel décrit, je l'ai vécu à maintes reprises lorsque, émettant des critiques sur le discours et sur la faible portée intellectuelle du personnage, comme sur ces titres, j'étais confronté à des militants quasiment lobotomisés qui répétaient en boucle le même argumentaire : « Comment oses-tu mettre en cause un intellectuel qui est professeur dans telle et telle université et dont les livres sont étudiés dans plus de 300 universités dans le monde ? » Parmi eux, j'en connais certains qui, après avoir structuré leur rapport à l'islam à travers les discours de Tariq Ramadan, se sont complètement effondrés lorsqu'ils ont appris l'ampleur du mensonge.

Lorsque j'ai moi-même soutenu ma thèse de doctorat, en décembre 2002, j'étais déjà entré dans une phase de détachement critique des Frères musulmans, qui sera actée par ma démission en mai 2004. Au cours de l'année 2001, je rédigeai une lettre de sept pages à Tariq Ramadan pour lui expliquer les raisons de ma démission de la plateforme Présence musulmane, en pointant du doigt, entre autres, toutes les dérives d'une dynamique construite pour promouvoir sa personne.

Le lecteur pourra se représenter tout le ridicule de la situation : des gens payaient pour venir assister à une conférence enregistrée préalablement par Tariq Ramadan et projetée sur grand écran, à tour de rôle, dans plusieurs villes de France, charge aux autres intervenants de « faire chauffer la salle ». Ma lettre ne recevra aucune réponse de sa part... Avec le recul, je perçois la force de cette stratégie d'élimination des concurrents et des contradicteurs : en quelques années, au sein de la commission Islam & Laïcité, tous les participants ayant un tant soit peu de recul critique vont quitter le navire, laissant la voie libre aux lieutenants et aux militants ramadaniens. Sur le terrain, c'est toute une infrastructure qui s'était mise en place pour promouvoir la personne de Tariq Ramadan, décuplant sa capacité à toucher les masses musulmanes de langue française, en Europe, en Afrique francophone et au Canada.

Parmi la multitude des anecdotes qui mériteraient d'être citées, je me souviens de la mise en scène de son départ raté pour l'université Notre-Dame, aux États-Unis, dont on trouvera les détails dans le présent ouvrage. Sur un site communautaire musulman, on voyait Tariq Ramadan assis à terre, dans une pièce vide, montrant son passeport, signifiant qu'il se trouvait dans une situation très précaire. Dans l'imaginaire musulman, ce mythe de l'intellectuel qui a consacré sa vie à la défense de l'islam, seul contre l'*establishment*, l'unique capable de rivaliser avec les plus grands intellectuels médiatiques, fonctionnera à merveille auprès du public, même lorsqu'il abandonnera ses lieutenants les plus fidèles à leur sort pour gagner le Royaume-Uni, puis le Qatar, en profitant largement de la manne financière des autorités de l'émirat.

La suite de la carrière du prédicateur, en France, se résume essentiellement à des conférences pour lesquelles il était largement défrayé, ses interventions récurrentes à la Rencontre annuelle des musulmans de France, organisée par l'ex-UOIF, et quelques *punchlines* sur les plateaux télévisés et dans les médias afin d'entretenir l'audience. Et, bien, entendu, la vente de livres où, peu ou prou, les mêmes éléments de discours sont recyclés. Aussi, depuis le milieu des années 2000, de nouvelles générations de prédicateurs ont émergé. Au cours de l'année 2013, Tariq Ramadan lance, avec quelques responsables de l'UOIF et ses plus fidèles lieutenants, une nouvelle plateforme. Derrière l'objectif d'harmonisation des discours et des dynamiques, le prédicateur y trouve un moyen de tirer profit d'informations d'un terrain avec

Tariq Ramadan

lequel il a perdu le contact depuis longtemps. Une partie des imams, conférenciers et responsables associatifs conviés ne s'y tromperont pas et quitteront assez rapidement cette plateforme. Au mois d'octobre 2017, lorsque les premières accusations de viols sont relayées par les médias, ce sont les mêmes lieutenants et proches de Tariq Ramadan qui tenteront de réorienter la plateforme vers la défense du prédicateur.

C'est encore une fois le même scénario qui se répète ; au début des années 2000, une cagnotte avait été mise en place pour financer les avocats du tribun dans les procès en diffamation qu'il intentait à certains médias et intellectuels. Officiellement, cette cagnotte, baptisée « Juste cause », devait servir également à soutenir d'autres militants, ce qui ne sera jamais le cas... jusqu'à sa réactivation fin 2017 en faveur de Tariq Ramadan. Certains membres de la plateforme ayant refusé cette réorientation, celle-ci est purement et simplement dissoute par les ramadaniens pour créer un nouveau groupe de soutien baptisé « Résistances et alternatives », qui fera long feu lorsque, au mois de mai 2018, le prédicateur avouera enfin qu'il avait entretenu des relations sexuelles avec certaines des plaignantes. Ses plus proches lieutenants et compagnons de route le lâcheront irrémédiablement, s'en retournant, comme leurs prédécesseurs, dans les abîmes du silence.

C'est dans ce sens que je parle de la nécessité d'oser faire un bilan de ce lourd passif. Une telle supercherie, en effet, n'a pu durer, sur le long terme, que grâce à trois facteurs : la complicité de responsables associatifs qui savaient tout ou partie de la double vie de Tariq Ramadan et qui ont continué à le faire intervenir parce qu'il amenait du public ; le mutisme de tous ceux qui, après avoir su les mensonges sur ses titres, après avoir su sa double vie, ont pris leurs distances tout en gardant le silence ; l'aveuglement de certains de ses lieutenants, de ses proches et d'une grande partie des aficionados qui se sont employés à nier toute forme de critique du personnage, jusqu'à ce que le mythe prenne le dessus sur la réalité qui se déployait sous leurs yeux. L'ouvrage de Ian Hamel, le second consacré à Tariq Ramadan, représente une contribution majeure à ce bilan, ceux qui ont trop longtemps gardé le silence doivent désormais parler.

Partie 1

L'ASCENSION DU MARABOUT

La conquête de l'Occident commence à Genève

Il est difficile d'appréhender la stratégie de Tariq Ramadan, et accessoirement de son frère Hani Ramadan – directeur du Centre islamique de Genève (Cig) –, sans se référer à leur grand-père, Hassan al-Banna, un instituteur égyptien fondateur en 1928, sur les bords du canal de Suez, de la confrérie des Frères musulmans, et à leur père, Saïd Ramadan, gendre d'Hassan al-Banna (il avait épousé Wafa, sa fille aînée), longtemps pressenti comme son héritier, débarqué à la fin des années 1950 à Genève avec pour mission d'implanter l'idéologie des Frères musulmans en Europe. Saïd Ramadan, disparu en 1995, est le créateur du Cig que son fils Hani dirige aujourd'hui.

Le premier principe édicté par Hassan al-Banna, considéré comme sacré et intouchable par les Frères musulmans, porte sur la nature globale du message de l'islam, la *shumuliyya*, où « l'islam est envisagé comme englobant toutes les facettes de la vie : l'humain, la société, l'univers et le sens de l'histoire¹. » Mais l'islam n'a pas vocation à rester confiné à la communauté musulmane. Depuis près d'un siècle, cette société secrète défend toujours la même ambition grandiose, celle de l'établissement d'un État islamique sur toute la terre. Suivi du retour du califat, aboli en mars 1924, après le démantèlement de l'Empire ottoman, et dans lequel les non-musulmans n'auraient pas les mêmes droits que les musulmans.

Mais là où les deux petits-fils d'Hassan al-Banna divergent, c'est dans l'importance accordée à une foi islamique profonde,

1. Brigitte Maréchal, *Les Frères musulmans en Europe. Racines et discours*, PUF, 2009, p. 169.

Tariq Ramadan

primordiale source de vie. Pour Hani Ramadan, le sens « de la vie doit être essentiellement orienté vers Dieu : “On a été créé pour adorer Dieu”¹ », déclare-t-il dans une conférence à Bruxelles. En revanche, pour Tariq Ramadan, la foi est totalement accessoire, pour ne pas dire inexistante. C’est le désir de conquête de l’Occident impie qui l’anime. En cela, il se montre beaucoup plus « banniste », que « frériste ». Contrairement à Hani, il n’appartient pas à la confrérie. Ce n’est qu’un compagnon de route fidèle, mais qui se permet parfois de prendre, à la marge, des positions différentes.

« Il ne faut pas se laisser abuser par le discours parfois réformiste ou modéré de Tariq Ramadan. Il y a un continuum depuis l’apparition des Frères musulmans en Égypte au siècle dernier. Ramadan appartient pleinement à cette matrice qui se sert de l’islam à des fins politiques. Et en cela, sa stratégie est bien évidemment dangereuse² », constate Michel Debacq, ancien chef du parquet antiterroriste.

Gamal al-Banna, le plus jeune frère d’Hassan al-Banna, décédé en 2013, présentait ainsi, non sans humour, son petit-neveu Tariq Ramadan : « C’est une sorte de VIP, qui relaye le discours d’Hassan al-Banna dans les médias, et qui a assis sa légitimité sur le fait qu’il soit son petit-fils. De mon point de vue, il a tout du *jet-setter*. Tariq, c’est en quelque sorte une bouteille de *ginger ale*. Vous savez, ce soda qui ressemble à de l’alcool, mais qui n’en est pas... Et bien, c’est pareil³. »

Ambassadeur de Jordanie auprès de l’ONU

En mars 1956, Gerhard Kegel, professeur de droit à l’université de Cologne, reçoit la visite d’un Égyptien, plutôt grand, élégant, il porte une courte barbe finement taillée. Il a tout juste 40 ans et s’appelle Saïd Ramadan. C’est le gendre d’Hassan al-Banna, le fondateur des

1. *Ibid.*, p. 168.

2. Entretien avec l’auteur, Paris, septembre 2019.

3. Alexandre del Valle, Emmanuel Razavi, *Le Projet. La stratégie de conquête et d’infiltration des Frères musulmans en France et dans le monde*, L’Artilleur, 2019, p. 106.

Frères musulmans, assassiné en 1949. Saïd Ramadan a fui l'Égypte en avril 1954 pour échapper à la prison. Privé de la nationalité égyptienne le 23 septembre 1954, il est accusé d'avoir tenté de « détruire la réputation de [son] pays et de nuire aux relations avec les voisins arabes¹ ». Il s'est réfugié en Syrie. Le motif de son déplacement en Allemagne? Saïd Ramadan souhaite passer une thèse universitaire sur la charia, que l'on peut traduire par « droit islamique ». La charia codifie à la fois les aspects publics et privés de la vie d'un musulman, ainsi que les interactions sociales.

Cela tombe bien. D'une part, les universités allemandes, contrairement à leurs équivalentes françaises, se sont intéressées très tôt au droit islamique. D'autre part, elles « n'exigent qu'un diplôme universitaire de deuxième cycle pour postuler au titre de docteur. Il n'est pas nécessaire, sauf cas particulier, de réussir d'autres examens² », rapporte le journaliste Ian Johnson, Prix Pulitzer, l'un des premiers à s'être penchés sur le parcours de Saïd Ramadan. D'autant qu'il n'est pas prouvé que le gendre d'Hassan al-Banna ait bien obtenu l'équivalent d'une licence ou une maîtrise de droit au Caire.

Gerhard Kegel, qui a dirigé pas moins de 450 thèses tout au long de sa carrière, est impressionné par cet étudiant fort différent des autres. « Il m'a laissé une bonne impression, celle d'un homme intelligent, digne de respect³ », raconte-t-il. Il est vrai que le profil de Saïd Ramadan en impose. Il est parti se battre contre les Juifs lors de la création de l'État d'Israël en 1948. Il a vécu au Pakistan. Une photo prise le 23 septembre 1953 le montre à Washington en compagnie du président américain Dwight Eisenhower. Au paroxysme de la guerre froide soviéto-américaine, les États-Unis cherchent à se rallier les musulmans contre les communistes. « L'islam était considéré alors comme un contrepoids à l'athéisme soviétique dans le tiers-monde⁴ », explique René Naba, ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse.

1. Richard P. Mitchell, *The Society of the Muslim Brothers*, Oxford University Press, 1993, p. 141.

2. Ian Johnson, *Une mosquée à Munich. Les nazis, la CIA et la montée des Frères musulmans en Occident*, JC Lattès, 2011, p. 152-153.

3. Entretien avec l'auteur, novembre 2011. La photo a été publiée dans le livre *Les Révolutions arabes et la malédiction de Camp David*, Éditions Bachari, 2005.

4. René Naba, « Le rôle mobilisateur de Saïd Ramadan », www.oumma.com, 28 octobre 2011.

Recevant une délégation de musulmans menée par Saïd Ramadan, Dwight Eisenhower s'exclame : « Notre foi en Dieu devrait nous donner un objectif commun, la lutte contre le communisme et son athéisme. »

Revenant sur cette rencontre, Ian Johnson, auteur d'*Une mosquée à Munich*, raconte dans le détail que les contacts entre Saïd Ramadan et les Américains datent de l'été 1953. L'Égyptien souhaite se rendre à un colloque islamique à l'université de Princeton. Les services secrets profitent de ce voyage pour organiser cette rencontre avec le président des États-Unis. La CIA décrit Saïd Ramadan comme un « agitateur politique » : « Il m'a laissé l'impression d'un réactionnaire sur le plan politique, un genre de phalangiste ou de fasciste [...] Ramadan cherche à nouer des alliances en vue de s'assurer le pouvoir. Il n'a pas exprimé beaucoup d'idées en dehors de celles que défendent les Frères musulmans¹ », écrit l'auteur du rapport.

Saïd Ramadan annonce que sa tâche lui prendra plusieurs années. En effet, faisant fonction de M. « bons offices » de la confrérie dans tous les pays musulmans, il voyage beaucoup. Un exemple : il intervient au Maroc juste après l'indépendance pour réconcilier les dirigeants de deux mouvements nationalistes qui se querellent. « J'avais 7 ou 8 ans. Je me souviens du prêche de Saïd Ramadan qui a enflammé la mosquée de Meknès. Cet homme imposant est ensuite venu chez moi. Mon père était le responsable d'un des deux partis nationalistes dans cette ville² », m'avait raconté le politologue et anthropologue Ahmed Benani, d'origine marocaine, installé à Lausanne.

Mais toujours selon Ian Johnson, en juin 1958, Saïd Ramadan prévient Gerhard Kegel que la situation se dégrade pour lui en Syrie. Le pays a fusionné avec l'Égypte le 1^{er} février 1958 pour créer la République arabe unie (RAU), présidée par Nasser, son ennemi mortel. Il se voit contraint de s'installer avec sa famille à Jérusalem. Mais, après un pèlerinage à La Mecque, nouveau changement de programme, Saïd Ramadan annonce en août 1958 qu'il s'établit finalement à Genève, avec son épouse et ses quatre enfants³. Le prince saoudien Fayçal l'a convaincu de s'installer en Europe, afin d'y

1. Ian Johnson, *op. cit.*, p. 170-171.

2. Entretien avec l'auteur, Lausanne, juin 2005.

3. Ian Johnson, *op. cit.*, p. 173.

implanter des centres islamiques. Information confirmée par le Syrien Mohammed Hawari, membre du Conseil européen de la fatwa, dirigé par Youssef al-Qaradhawi. « Saïd Ramadan entretenait des liens d'amitié très forts avec le prince Fayçal, qui va devenir roi en 1964. Fayçal lui a promis de lui apporter toute l'aide financière dont il aurait besoin ¹ ».

Ce n'est pas le premier séjour de Saïd Ramadan dans la cité de Calvin. Un document du Département politique fédéral du 7 mai 1960 signale que Saïd Ramadan « était déjà connu de la police genevoise pour avoir été mis en décembre 1956 au bénéfice d'un visa suisse pour plusieurs voyages, et ceci à la demande du ministère syrien des Affaires étrangères ». Il séjourne sur les bords du lac Léman du 31 décembre 1956 au 3 janvier 1957, puis du 14 janvier au 17 janvier 1957. Saïd Ramadan « indique être de nationalité syrienne, avocat, domicilié à Damas ».

Changement de nationalité l'année suivante : le 28 août 1958, venant de Jordanie, Saïd Ramadan vient s'établir à Genève avec sa femme et ses quatre enfants. Il était alors porteur d'un passeport jordanien n° 149.469. Les autorités suisses ne font pas de difficulté pour lui accorder une autorisation de séjour. Le Département politique fédéral note, toujours le 7 mai 1960, que « M. Ramadan est connu de nos services depuis 1957 et si en 1959 on nous signalait de source étrangère qu'il déployait une intense activité en faveur de la Ligue arabe, rien de défavorable et surtout rien de précis n'a, à ce jour, été relevé à charge de cet étranger ». Saïd Ramadan déclare ne pas vouloir exercer d'activité lucrative, et qu'il a déposé 9 620 dollars sur un compte à la Société de banque suisse (SBC). Toutefois, l'année suivante, il demande l'autorisation de donner des consultations en droit islamique en sa qualité de juriste.

En 1951, Saïd Ramadan a épousé Wafa, la fille aînée du guide général, née le 21 avril 1933. Évoquant sa mère, Tariq Ramadan écrit qu'elle était très proche d'Hassan al-Banna et « très imprégnée par son rayonnement spirituel », et ajoute : « hormis ma mère, qui n'a pu poursuivre de longues études, à cause de son mariage très rapide et surtout de l'exil, ses autres filles ont étudié : mes tantes furent respectivement professeur d'économie familiale, pédiatre, professeur

1. Entretien avec l'auteur, Istanbul (Turquie), juillet 2005, et Aachen (Allemagne), octobre 2005.

d'économie islamique¹ ». Leur premier fils, Aymen, est né le 1^{er} septembre 1952. Le suivant, Bilal, le 2 décembre 1953, toujours en Égypte. Durant ce premier exil en Syrie, la famille Ramadan s'est agrandie, avec les naissances à Damas de Yasser, le 20 juillet 1955 et d'Arwa, la seule fille du couple, le 20 août 1956.

Parallèlement, en 1958, le conseiller fédéral (ministre) des Affaires étrangères Max Petitpierre est approché par le « ministre à Berne de l'Arabie saoudite » (il s'agit en fait de l'ambassadeur). Ce dernier évoque un « projet panarabe de créer à Genève un centre culturel musulman placé sous la direction des chefs des missions diplomatiques arabes ». Ce centre comprendrait une mosquée, une bibliothèque et un cimetière. Le sujet est suffisamment délicat pour être débattu à Berne en Conseil des ministres. Une note signale que l'ambassade de France en Suisse suit ce projet de près. Toutefois, le nom de Saïd Ramadan n'est pas mentionné dans le projet saoudien.

La situation du porte-parole des Frères musulmans donne rapidement du fil à retordre aux autorités helvétiques. Saïd Ramadan est nommé attaché culturel à l'ambassade de Jordanie à Bonn, cette ambassade couvrant à la fois l'Allemagne et la Suisse. Or il habite Genève. Le 25 avril 1960, la Suisse fait savoir à la légation royale de Jordanie qu'elle « ne pourra pas reconnaître M. Ramadan comme membre de sa mission tant qu'il ne sera pas domicilié dans la ville fédérale, conformément au régime des immunités et privilèges diplomatiques et consulaires en Suisse ». En clair, un diplomate doit habiter dans une capitale, à Bonn ou à Berne. Le 1^{er} février 1961, un courrier du Ministère public fédéral rappelle que Saïd Ramadan est toujours « considéré comme étant domicilié à Bonn ». « Seuls sa femme et ses enfants bénéficient d'une autorisation de séjour que Mme Ramadan a négligé de renouveler, malgré de nombreux appels. »

Toutes ces formalités semblent passer au-dessus de la tête du gendre d'Hassan al-Banna. Imperturbablement, il continue à habiter au 25 rue des Pâquis, dans le centre de Genève, non loin de la gare Cornavin, et non à Bonn. Sans doute est-il convaincu qu'en raison de ses relations haut placées dans les pays arabes, les Suisses continueront à fermer les yeux. Pour preuve, de passage à Genève, le roi

1. Alain Gresh et Tariq Ramadan, *L'Islam en questions*, Actes Sud, 2002, p. 25-26.

Hussein de Jordanie, accompagné de son oncle, a rendu visite à Saïd Ramadan à son domicile le 20 novembre 1960.

La police locale le tient néanmoins à l'œil. À la même époque, une note, consultable aux archives fédérales à Berne, souligne que selon le contrôle de l'habitant : « M. Ramadan reçoit beaucoup de femmes chez lui, qu'il n'a pas payé une secrétaire (qui est l'auteur de ces informations) ». La note ajoute que ces renseignements ne justifient pas un supplément d'enquête, « étant donné qu'il s'agit là de la vie privée du personnage ». Un courrier du Ministère public fédéral datant du 1^{er} février 1961 indique que Saïd Ramadan s'est « fait tirer l'oreille pour lui payer [concernant la secrétaire] le salaire qu'il lui devait, mais que c'est chose réglée maintenant ».

Le gendre d'Hassan al-Banna relance sur les bords du lac Léman le mensuel *Al Muslimoon*, qu'il avait créé sur les bords du Nil en 1952. Selon son fils Tariq, ce mensuel était diffusé du Maroc à l'Indonésie en langues arabe et anglaise, « dans lequel allaient écrire les plus grands savants musulmans¹ ». *Al Muslimoon* a notamment publié *À l'ombre du Coran*, l'œuvre majeure de Sayyid Qutb, le plus radical des Frères musulmans égyptiens, pendu par le régime nassérien en 1966.

À Genève, le feuilleton autour de la présence de Saïd Ramadan sur les bords du lac Léman se poursuit de plus belle. Le 10 février 1961, il adresse un courrier aux autorités suisses pour leur signaler qu'il vient d'être nommé délégué permanent de la Jordanie auprès de l'Office des Nations unies, et qu'il demande une « carte de légitimation ». Il fait venir son frère Mohamad Rachad Ramadan comme secrétaire de chancellerie. Le Ministère public fédéral écrit en interne au Département politique fédéral qu'il n'y a pas de motifs pertinents « justifiant le refus d'accorder à Ramadan la qualité de délégué permanent de la Jordanie à Genève ». Toutefois, les autorités suisses se posent la question de savoir si Saïd Ramadan « n'a pas accepté cette situation pour pouvoir rester en Suisse, puisque les démarches qu'il avait entreprises à l'époque pour être accrédité en qualité d'attaché culturel de la Jordanie dans notre pays n'avaient pas abouti ». La missive revient sur le fait que le gendre d'Hassan al-Banna, malgré

1. Tariq Ramadan, *Islam. Le Face-à-face des civilisations, Quel projet pour quelle modernité?*, Tawhid, 2001, p. 7.

ses obligations, ne s'est jamais domicilié à Bonn, siège de l'ambassade jordanienne pour l'Allemagne et la Suisse.

Comment expliquer cet attachement quasi viscéral à la cité de Calvin ? C'est pourtant à Cologne que Saïd Ramadan soutient sa thèse le 15 décembre 1958, et c'est toujours en Allemagne, cette fois à Munich, qu'il va s'investir durant des années pour tenter d'y créer une mosquée. À cette époque, la capitale de la Bavière accueille une très importante communauté musulmane, ce qui n'est pas le cas de Genève. Certes, Saïd Ramadan ne parle pas allemand. Mais est-ce un motif essentiel ? Après quatre décennies passées en Suisse romande, plusieurs témoins attestent qu'il ne parlait qu'un français assez approximatif. En revanche, il maîtrise l'anglais, un sésame dans la Genève internationale.

Selon le journaliste Richard Labévière, auteur des *Dollars de la terreur*, ce sont les Saoudiens qui lui auraient conseillé de s'installer en Suisse « pour une double raison financière et politique. Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, les pétrodollars du Golfe profitent de la discrétion et de l'efficacité de la place bancaire helvétique. Avec la guerre d'Algérie, le FNL utilise la partie francophone de la Suisse comme une caisse de résonance politique¹. » Interrogé par la police fédérale en mars 1966 sur les raisons de son établissement à Genève, Saïd Ramadan avait répondu que le but initial « est un traitement de mon fils Yasser. Il est encore toujours en traitement chez le professeur Bamatter à la clinique infantile. » Yasser, souffrant à l'époque de paralysie, est handicapé.

Création du Centre islamique de Genève

Le 18 août 1962 – soit une semaine avant la naissance de Tariq Ramadan – le quotidien *La Suisse* annonce dans un entrefilet accompagné d'une photo la création d'une mosquée à Genève au 104 de la rue des Eaux-Vives. Il explique que le Centre islamique de Genève (qui est toujours au même emplacement) comprendra une mosquée, une salle de lecture et une bibliothèque. Les Eaux-Vives, qui longent la rive gauche du lac Léman, sont l'un des grands quartiers de

1. Richard Labévière, *Les Dollars de la terreur*, Grasset, 1999, p. 163.

Genève. « Pour l'instant, la prière est dite dans l'arrière de cette maison vouée à la poche du démolisseur », note le journal.

En fait, un centre islamique a ouvert dès janvier 1961, sans demander une quelconque autorisation. Ce premier centre est installé au 36 avenue Soret. « Une maison située dans un quartier résidentiel très calme, qui appartient à l'émir du Qatar. Dès son arrivée, Saïd Ramadan la transforme en centre islamique informel, où l'on prie et célèbre des mariages religieux¹ », précise Sylvain Besson, journaliste au quotidien *Le Temps*.

Une fois encore, rien n'a été fait dans les règles si l'on en croit la missive envoyée par l'avocat François Lader au Département politique fédéral le 12 juillet 1962. Défendant les intérêts de la SI Soret-Soleil, il signale que Saïd Ramadan « qui occupe sans aucun droit la villa de ma cliente s'oppose à cette évacuation en prétextant sa qualité de représentant diplomatique de la Jordanie ». Bien que cette villa soit utilisée à des fins privées. Un autre document qualifie Saïd Ramadan de « sous-locataire » qui « ne paye ni loyer ni électricité » et « qu'en réalité, il s'agit d'un squatter ». Le Département politique fédéral est contraint de notifier à Saïd Ramadan que cette villa au 36 avenue Soret n'est « ni votre domicile privé, ni les locaux de la Mission permanente du royaume hachémite de Jordanie auprès de l'Office européen des Nations unies », et qu'en conséquence, l'ordre d'évacuation rendu par le tribunal de première instance de Genève du 4 mai 1962 est exécutoire. Habitude familiale ? Son fils Tariq Ramadan joue également les squatters dans un bâtiment (bureau et appartement) appartenant au centre Tawhid de Saint-Denis en région parisienne. Alors que celui-ci lui a demandé de quitter les lieux le 22 mars 2019, il occupait toujours les locaux en septembre 2019 avec sa femme et sa fille aînée, au moment où j'écris ces lignes.

Apparemment, ce n'est pas le seul problème créé par l'ambassadeur de Jordanie auprès de l'ONU. Un mémorandum non daté, conservé aux archives fédérales à Berne, souligne que l'activité principale du Centre islamique « semble cependant avoir consisté à publier une revue mensuelle de langue arabe, *Al Muslimoon* ». La suite ne manque pas de sel : « La direction de cette institution est

1. Sylvain Besson, *La Conquête de l'Occident Le projet secret des islamistes*, Seuil, 2005, p. 54.

assurée par le Dr Saïd Ramadan, ressortissant jordanien, qui remplit en même temps les fonctions de délégué permanent de son pays auprès du siège européen de l'organisation des Nations unies à Genève. Il jouit des privilèges et immunités diplomatiques, comme directeur du centre et publiciste, il devrait pouvoir être tenu pour responsable de son activité selon les règles de la législation suisse en matière de police des étrangers, droit de la presse, etc. De l'avis du Département politique, un tel état des choses n'est pas conforme. Il devra choisir entre l'une ou l'autre de ses présentes activités. » En d'autres termes, un ambassadeur ne peut pas être éditeur et rédacteur en chef d'une publication.

Les Suisses sont d'autant plus vexés qu'ils ont appris l'existence du centre islamique... en lisant la presse arabe. Le 30 mai 1961, le journal saoudien *Al Nadwa* se réjouit de l'ouverture de ce lieu qui s'adresse « surtout à nos jeunes étudiants qui commencent à douter parce que leurs études les ont empêchés d'approfondir leur religion ». Quant à la publication égyptienne *Massawar*, prompte à dénigrer Saïd Ramadan, elle l'accuse de vivre « dans un château spacieux ». Si la connexion entre les Saoudiens et le Centre islamique de Genève ne fait pas de doute, en revanche les services secrets helvétiques n'ont pas laissé aux archives de documents attestant d'un lien direct entre Ryad et le porte-parole européen de la confrérie. Pourquoi ce dernier a-t-il ouvert son centre en catimini, alors que Berne ne refuse rien aux riches Saoudiens ? Peut-être faut-il mettre ce comportement sur le compte de l'incapacité de Saïd Ramadan à s'adapter aux contraintes administratives helvétiques. Il aurait fait une phobie administrative avant l'heure.

Ce n'est que bien plus tard, le 13 mars 1963, selon un document confidentiel reçu par Pier Pasquale Spinelli, directeur général de l'Office européen des Nations unies, que l'on apprend que Saïd Ramadan consent à se démettre de ses fonctions de directeur du Centre islamique. Il place alors à la tête du centre un Soudanais, Osman Khalid Mudawi. Mais les services suisses, pas dupes, notent que cet homme de 27 ans, « a toujours été sous les ordres de M. Ramadan ». Le Soudanais quitte d'ailleurs la Confédération en février 1964.

Finalement, les statuts du Cig ne seront déposés que le 30 mars 1964, au registre du commerce de Genève. Consacré « au service de Dieu », le centre considère « l'urgente nécessité qui s'impose à notre

La conquête de l'Occident commence à Genève

époque de faire face au matérialisme athée sous toutes ses formes ». Il entend également « relever toute présentation tendancieuse de la cause de l'islam des musulmans dans les livres, revues et journaux et présenter ces valeurs sous un jour et dans une perspective véritable, par des livres, des lettres aux directeurs de revues, des articles et tous autres moyens appropriés ».

Outre Saïd Ramadan, directeur général, citons parmi les fondateurs du Cig le professeur Muhammad Hamidullah, auteur d'une traduction du Coran en français, à l'origine de l'Association des étudiants islamiques de France, mort en 2002 aux États-Unis, Sayed Abul Hasan Ali Nadwi, écrivain d'origine indienne (disparu en 1999), Zafar Ahmad Ansari, homme politique pakistanais (disparu en 1991), le Tunisien Mohammed Benammar, qui a présidé à l'élaboration de la Constitution tunisienne après l'indépendance, mort en 1972. L'adresse télégraphique du Cig? Islamistan, c'est plus qu'un symbole. « En dehors de quelques rares mosquées, le Centre islamique de Genève était le seul lieu où les musulmans d'Europe pouvaient se rencontrer. Chaque week-end, il arrivait des étudiants d'un peu partout, d'Allemagne, de France¹ », se souvient Yahia Basalamah. Journaliste en Arabie saoudite, il fait la connaissance de Saïd Ramadan lors d'un séjour de ce dernier à La Mecque. En 1963, il quitte son pays pour seconder le fondateur du Cig à la tête d'*Al Muslimoon*. Cette publication, selon les estimations des services secrets suisses, aurait un tirage tournant autour de 6 000 à 7 000 exemplaires chaque mois, ce qui leur fait supposer que ce journal est « vraisemblablement diffusé hors de Suisse ». Le mensuel est imprimé à Montreux.

1. Entretien avec l'auteur, Genève, octobre 2004.

La charia, selon Saïd Ramadan

Saïd Ramadan, comme la plupart des Frères musulmans, n'a pas rédigé ses mémoires. Hassan al-Banna s'y opposait. Il est difficile de se fier aux deux courtes hagiographies écrites par ses deux fils, Hani et Tariq Ramadan. Pour tenter de comprendre sa pensée, reportons-nous sur son œuvre majeure, sa thèse universitaire, *La Charia. Le droit islamique, son envergure et son équité*, publiée en français en 1997, un an après sa disparition¹. Son directeur de thèse, Gerhard Kegel, ne s'est apparemment pas montré trop regardant, car cette étude de 217 pages correspond davantage à un travail de licence ou de maîtrise qu'à une thèse de doctorat.

Selon Saïd Ramadan, la loi ne peut être que la volonté de Dieu. Le droit est donc un élément fondamental de la foi pour un musulman. Les règles invariables du droit islamique sont « uniquement » celles prescrites par la charia (le Coran et la sunna). Aucun des califes, successeurs du Prophète, ne s'est autorisé à être une nouvelle source de législation. « Seul ce qui émane du Livre de l'Islam et du Prophète de l'Islam peut être considéré comme "islamique" », écrit l'auteur. Il n'existerait donc pas de système juridique, « même à l'époque moderne soi-disant éclairée, qui puisse égaler l'excellence du droit islamique ».

1. Saïd Ramadan, *La Charia. Le droit islamique, son envergure et son équité*, Éditions Al Qalam, 1997.

Une femme ne peut pas diriger un pays

L'ouvrage cache difficilement son mépris pour les non-musulmans. M. A. K. Brohi, ancien ministre de la Justice du Pakistan, qui préface la thèse, écrit que « les chercheurs occidentaux n'ont pas fait preuve d'une compréhension intellectuelle approfondie des principes du droit islamique, et les propos de certains donnent même à penser qu'ils sont plus attachés à leurs propres objectifs qu'à la cause de la vérité¹ ». Saïd Ramadan va plus loin encore : non seulement « les chercheurs non musulmans ne parviennent pas à s'y retrouver dans la science du *hadith*. Plutôt, nous ne devrions pas nous attendre à ce qu'ils y parviennent.² » Imaginons qu'un juriste français se permette de déclarer que les musulmans sont incapables de saisir les finesses du droit napoléonien : il serait immédiatement cloué au pilori, accusé de racisme, traité de fasciste. Pour le porte-parole des Frères musulmans, le Coran est tout simplement « intraduisible ». Le livre sacré des musulmans « est un livre arabe, mais atteint un sommet linguistique qui est reconnu comme étant très difficile, et même en réalité, impossible à traduire³ ».

Le futur fondateur du Centre islamique de Genève n'est décidément pas tendre vis-à-vis des autres religions. Évoquant les Constitutions occidentales, il souligne que « toutes ces constitutions spécifiaient la religion à laquelle le Chef de l'État devait appartenir. Certaines stipulaient même l'appartenance à une secte du Christianisme. » Il déclare un peu plus loin : « d'autres excluaient les adeptes d'une autre secte différente, et même leurs conjoints, de l'héritage, de la possession ou de la jouissance de la Couronne⁴ ». Son fils aîné, Aymen Ramadan, estime pourtant que son père est venu en Suisse afin de « promouvoir un dialogue de civilisations authentique⁵ ».

Retenons, malgré tout, que Saïd Ramadan n'exclut pas totalement les non-musulmans de l'État islamique. Certes, le chef de cet État « doit être musulman », précise-t-il, ajoutant que « c'est à lui, ou à un ressortissant musulman nommé par lui, que doit revenir la décision

1. *Ibid.*, p. 9.

2. *Ibid.*, p. 57.

3. *Ibid.*, p. 26.

4. *Ibid.*, p. 182.

5. Aymen Ramadan, « À propos de Saïd Ramadan », *Le Temps*, 30 novembre 2004.

finale dans le choix des politiques à suivre ». Néanmoins, il peut citer de nombreux cas « dans l'État islamique primitif et par la suite tout au long de l'histoire musulmane, de non musulmans occupant des fonctions officielles ». Il assure que l'islam est le seul code juridique à avoir « prescrit une autonomie juridique totale pour ce qu'on appelle aujourd'hui "les minorités"¹ ».

Autre aspect majeur de cette thèse, alors que la confrérie prétend défendre un islam réformiste, Saïd Ramadan rend hommage à Taqi ad-Din Ahmad Ibn Taymiyya (1263-1328). Ce théologien s'est pourtant distingué par son refus de tout ce qu'il considère comme innovation dans la pratique religieuse. « C'est par opposition à cette période de décadence et à l'état de pétrification auquel le droit islamique avait été réduit, qu'Ibn Taymiyya, au début du XIV^e siècle, représenta la réaction musulmane à toutes les innovations contraires au Livre de Dieu et à la Tradition de Son Prophète », affirme Saïd Ramadan. Il ajoute que la révolte qu'il mena « malgré des persécutions inouïes, représente un tournant dans l'histoire de la renaissance islamique² ». Alors que les écrits de ce théologien du XIV^e siècle constituent l'une des principales sources d'inspiration des djihadistes pour édifier un État islamique et pour justifier le massacre de « mécréants », Saïd Ramadan le présente comme un réformateur. Dans son livre *Devoir de vérité*, paru en septembre 2019, son fils Tariq raconte que durant son incarcération, il lisait « des textes toujours surprenants d'Ibn Taymiyya...³ ». Curieuse lecture pour un musulman qui tentait de se faire passer pour un réformiste.

Dans cette lignée pseudo-réformatrice, le père de Tariq Ramadan ose également y inclure... le mouvement wahhabite. « Ce dernier inspira à son tour une série de mouvements dans l'ensemble du monde musulman, tous orientés vers l'émancipation de l'islam et des musulmans. » Or le mouvement wahhabite (majoritaire en Arabie saoudite et au Qatar) est, bien au contraire, jugé particulièrement rétrograde par la plupart des observateurs sérieux. Rappelons que l'Arabie saoudite n'a autorisé les femmes à prendre le volant qu'en juin 2018.

1. Saïd Ramadan, *La Charia. Le droit islamique, son envergure et son équité*, *op. cit.*, p. 175-177.

2. *Ibid.*, p. 97.

3. Tariq Ramadan, *Devoir de vérité*, Presses du Châtelet, 2019, p. 117.

Ensuite, Saïd Ramadan déroule le même scénario que va se réapproprier quatre décennies plus tard son fils Tariq Ramadan dans sa thèse universitaire : celui de présenter Rachid Rida, inféodé aux Saoudiens, comme le digne continuateur des vrais réformateurs, le Persan Gamal al-Din al-Afghani et l'Égyptien Mohamed Abduh. « Il est significatif que l'homme qui prit la place de Rachid Rida comme éditeur de la revue *Al-Manar* fut Hassan al-Banna, le fondateur des Frères musulmans¹ », poursuit-il.

Des propos qui n'ont apparemment pas choqué Gerhard Kegel, son directeur de thèse. Il assure en avant-propos que ce livre « est une contribution remarquable à notre connaissance des peuples musulmans, et peut-être, à la paix entre tous les peuples² ». Malgré tout, interrogé un demi-siècle plus tard par le journaliste Ian Johnson, le professeur de droit international allemand, un peu plus prudent, décrit Saïd Ramadan « comme quelqu'un d'intelligent, quoique fanatique³ ».

En ce qui concerne la charia, elle n'est tout simplement pas compatible avec les lois fondamentales de la civilisation occidentale, comme le rappelle Saïda Keller-Messahli, d'origine tunisienne, fondatrice à Zurich du Forum pour un islam progressiste. « Elle y échoue déjà par le fait que l'ensemble des règles islamiques ne permet aucune modification ou aucun ajout de la main de l'homme. Il s'agit d'obligations, contraignant tout musulman à suivre les injonctions divines pour avoir au moins une chance d'entrer au paradis. » Ajoutons que la charia « encourage l'antijudaïsme, ce qui “explique” pourquoi les musulmans antisémites s'en réclament explicitement »⁴.

Dans un petit fascicule d'une trentaine de pages, intitulé *Qu'est-ce qu'un État islamique?*, Saïd Ramadan précise que le chef de l'État « doit être de sexe masculin, conformément à cet enseignement du Prophète : “Nul peuple ne saurait réussir s'il confie son gouvernement à une femme”⁵. » Cet ouvrage, édité en 1961, comme les

1. Saïd Ramadan, *op. cit.*, p. 97-99.

2. *Ibid.*, p. 7.

3. Ian Johnson, *op. cit.*, p. 174.

4. Saïda Keller-Messahli, *La Suisse, plaque tournante de l'islamisme*, Éditions Livreo Alphil, 2018, p. 75-77.

5. Saïd Ramadan, *Qu'est-ce qu'un État islamique?*, Centre islamique Genève, première édition 1961, deuxième édition 1993, p. 1.

autres opuscules d'une trentaine ou d'une quarantaine de pages signés par Saïd Ramadan, parmi eux *L'Islam et le nationalisme*, ou *L'Islam et la politique*, frappent par leur légèreté. Ils manquent de consistance pour un docteur en droit. Au point de faire douter de l'envergure intellectuelle du gendre d'Hassan al-Banna. Ce qui pourrait, au moins partiellement, expliquer sa mise à l'écart de la confrérie dans les années 1970. Et la montée en puissance du très discret Égyptien Youssef Nada, homme d'affaires et stratège financier de la confrérie, ainsi que de Issam al-Attar, le leader des Frères musulmans syriens, réfugié en Allemagne.

Dans *A Modern History of the Islamic World*, l'islamologue Reinhard Schulze évoque brièvement l'échec d'une conférence internationale qu'aurait tenté d'organiser à Genève Saïd Ramadan, « mais il a trouvé les réactions [des Frères musulmans] très décevantes¹ ». Contrairement à la plupart des autres spécialistes de la confrérie, Reinhard Schulze, longtemps professeur d'islamologie à l'université de Berne (et futur directeur de thèse de Tariq Ramadan), a rencontré Saïd Ramadan. Il n'en a pas conservé un souvenir inoubliable. « Il n'avait tout simplement pas les capacités intellectuelles pour représenter la confrérie en Europe, ce qui explique sa mise au placard. Je pense que ses fils ont, eux aussi, subi la déchéance de leur père comme une humiliation, surtout Tariq Ramadan », témoigne Reinhard Schulze². Dans son ouvrage de près de 400 pages, l'islamologue allemand ne cite qu'à deux reprises le fondateur du Centre islamique de Genève, lui consacrant moins d'une dizaine de lignes...

Mais au début des années 1960, Saïd Ramadan est encore au faite de sa gloire. En mai 1962, il participe à La Mecque à la création de la Ligue islamique mondiale (*Al Rabita al-Alam el-Islami*), fondée par le prince Fayçal d'Arabie saoudite en pleine « guerre froide arabe ». Ses objectifs sont de propager l'islam, de lutter contre les fausses allégations visant à détruire l'unité des musulmans, de convaincre les musulmans de la nécessité d'obéir à Dieu. En fait, sa principale mission consiste à contrer l'influence du régime nassérien « et d'endiguer la diffusion du socialisme révolutionnaire arabe ». Cette ONG

1. Reinhard Schulze, *A Modern History of the Islamic World*, New York University Press, 2000, p. 145.

2. Entretien avec l'auteur, Berne, décembre 2005.

est d'abord un instrument de défense des intérêts stratégiques saoudiens¹.

Selon Hani Ramadan, le fils de Saïd, non seulement son père aida à « l'élaboration de la constitution de l'organisation », mais il fut aussi « un personnage clé dans sa formation ». Tariq Ramadan va encore plus loin en assurant que Saïd Ramadan est l'auteur des premiers statuts de la Ligue islamique mondiale. Pour la police fédérale, le fondateur du Cig joue effectivement un rôle majeur au sein de cette ligue, formée des pays opposés à Nasser, à savoir l'Arabie saoudite, la Jordanie, le royaume du Yémen, le Soudan, la Tunisie, le Pakistan, et depuis peu l'Indonésie.

Une lettre de Jean-Louis Soulié, ambassadeur de France en Arabie saoudite, datée du 24 décembre 1962, mentionne le nom de Saïd Ramadan en quatorzième position dans une liste de 21 personnes. Parmi les fondateurs de la Ligue islamique mondiale, citons le Pakistanais Sayyid Abul Ala Mawdudi, fondateur de la Jamaat-i-islami, premier parti à prôner la création d'un État islamique. Le diplomate français confirme que cette Ligue, dont le secrétaire général est Mohammed Seour Essebbana, ancien ministre saoudien des Finances, est bien un « instrument de combat contre l'expansionnisme nassérien² ». Lorsque Saïd Ramadan édite ses petites brochures, comme *Le Coran peut-il être traduit?* de Muhammad Asad, il précise que le document a reçu « l'avis autorisé du Centre islamique de Genève », et qu'il a été publié « sous les auspices de la Ligue mondiale musulmane de La Mecque »³.

La Ligue islamique mondiale cible l'Europe

Saïd Ramadan est à l'abri des soucis matériels. Sylvain Besson, journaliste au *Temps*, révèle qu'en 1970, le fondateur du Cig déclare aux autorités helvétiques que la Ligue lui verse un revenu de

1. Bayram Balci, *Renouveau de l'islam en Asie centrale et dans le Caucase*, CNRS Éditions, 2017, p. 198-199.

2. Guillaume Dasquié, *Al-Qaida vaincra*, Éditions Privé-Flammarion, 2005, p. 37-39.

3. Cote ZS 940/1-9, Bibliothèque universitaire de Genève. Publication en août 1964.

12 000 francs suisses par mois. « Une somme considérable pour l'époque, essentiellement destinée à financer la publication du magazine *Al Muslimoon* et à payer les conférences que le directeur du Centre donne dans le monde entier¹. » Dans son livre *Islam, le face-à-face des civilisations*, Tariq Ramadan assure que les fonds saoudiens reçus par son père « n'ont jamais été soumis à des conditions particulières d'engagement ou de silence politiques ». Selon son fils, Saïd Ramadan aurait été entièrement libre de ses mouvements durant les premières années. Ce qui est pour le moins surprenant, sachant que la direction de la Ligue est totalement sous contrôle saoudien.

Pourquoi les Saoudiens soutiennent-ils un Frère musulman égyptien plutôt qu'un wahhabite ? D'autant que le wahhabisme donne une interprétation de l'islam résolument fondamentaliste, qui n'est pas exactement celle de la confrérie, plus pragmatique. Le chercheur Olivier Roy explique la mise en place d'un « *joint-venture* » entre Saoudiens et Frères musulmans². Les Saoudiens possèdent une forte légitimité, ils contrôlent les lieux saints, même si ce contrôle a été usurpé en 1926 aux Hachémites. Mais leur doctrine, le wahhabisme, est contestée par la grande majorité des sunnites. Ce *joint-venture* prend la forme suivante : les Saoudiens apportent les moyens financiers, grâce aux pétrodollars, les Frères égyptiens en fuite viennent grossir les rangs des universitaires et des théologiens dans le Golfe.

Car l'Arabie saoudite manque de ressources humaines (enseignants, religieux, historiens). Les militants exilés de la confrérie fournissent à bon compte les cadres utiles. Le tout formant une étrange alchimie entre deux islams qui n'auraient pas forcément dû se rejoindre en raison des différences doctrinales importantes. Selon un ancien directeur de la CIA, les Saoudiens auraient dépensé autour de 90 milliards de dollars depuis les années 1960 pour exporter leur idéologie dans le monde. La cible prioritaire de la Ligue islamique mondiale étant l'Europe, où des travailleurs venant du Maghreb et de Turquie commencent à affluer.

Pour d'autres observateurs, le terme de « mercenaires » serait peut-être mieux adapté pour parler des Frères musulmans qui se sont mis

1. Sylvain Besson, « Quand la Suisse protégeait l'islam radical au nom de la raison d'État », *Le Temps*, 26 octobre 2004.

2. Olivier Roy, *L'Échec de l'islam politique*, Seuil, 1992, p. 148-150.

à la solde des Saoudiens. Alain Chouet, ancien chef du service de renseignement de sécurité de la DGSE, écrit que même si la confrérie a eu l'habileté de s'affubler de l'épithète « musulmans », l'association des Frères « n'a pas plus à voir avec l'islam que les différents mouvements fascistes européens du XX^e siècle n'avaient à voir avec les valeurs fondamentales de l'Europe ou la chrétienté. Elle n'a fait que prendre la religion en otage et la confisquer à ses propres fins¹. »

Le journaliste suisse Sylvain Besson tente de décrire la vision du monde du genre d'Hassan al-Banna. Selon lui, la haine de l'islam serait une constante de l'histoire occidentale depuis au moins 1 000 ans. Ainsi, « l'invasion des Européens en armes sous la forme des croisades [...] secoua le monde islamique avec une violence sans précédent et [son] point culminant fut le massacre de 70 000 musulmans, hommes, femmes et enfants, lors de la chute de Jérusalem. Les siècles suivants ont vu l'anéantissement impitoyable des musulmans en Sicile, du Midi de la France et d'Espagne. » Un article d'*Al Muslimoon* de septembre 1964, non signé, affirme que « l'État d'Israël n'a pas seulement été créé par hasard, nous sommes convaincus qu'il s'agit plutôt d'une incarnation de la pensée de l'enfer, un mélange né de la rencontre entre le sionisme cupide, issu du Talmud falsifié [...] et de l'esprit des croisades, inspiré de la jalousie et qui a tant de motifs de colère envers l'islam. C'est pourquoi nous sommes convaincus que ce plan idéologique élaboré doit être contré par un plan idéologique tout aussi élaboré, et qu'il faut répondre à ses attaques idéologiques, à sa guerre idéologique, par une guerre idéologique². »

1. Alain Chouet, « L'association des Frères musulmans. Chronique d'une barbarie annoncée », <http://alain.chouet.free.fr/import/Association%20FM.pdf>, mars 2006.

2. Sylvain Besson, « Saïd Ramadan, l'idéologue qui a amené l'islamisme en Europe », *Le Temps*, 6 juillet 2005.

Une jeunesse à l'eau de rose

Depuis l'installation à Genève, la famille Ramadan s'est agrandie. Avec la naissance de Hani le 2 juin 1959, et celle de Tariq le 26 août 1962. C'est le petit dernier. Il raconte que son père a donné à chacun de ses enfants un « nom symbole ». Pour Tariq, la référence est Tariq Ibn Ziyad, le chef musulman qui conquiert l'Espagne au VII^e siècle et laisse son nom à Gibraltar (Djebel Tariq). Dans sa jeunesse, l'exilé d'origine égyptienne est un passionné de ballon rond. Il joue au Star Sécheron, à l'Interstar, à Collex-Bossy, puis au FC Perly, des clubs amateurs du canton de Genève. Milieu de terrain, il passe entraîneur, sans lâcher sa place au milieu des autres joueurs.

Une photo parue en 2004 dans *Le Nouvel Observateur* le montre souriant au dernier rang de l'équipe de Perly, en maillot blanc rayé de rouge, parmi les plus grands par la taille (il mesure 1,85 mètre). « C'était un bon joueur, solide, discipliné, qui n'hésitait pas à mettre les autres en valeur. Tariq s'entendait avec tout le monde¹ », se souvient Pierre-Yves Liniger, qui l'a connu sur les terrains de sport. « Il envisage même de devenir joueur professionnel. Mais son histoire est plus forte que son attachement à une petite boule de cuir », écrit Serge Rafy, du *Nouvel Observateur*, dans une grande enquête de huit pages, plutôt bienveillante, mais nullement complaisante, qu'il consacre au prédicateur en 2004².

1. Entretien avec l'auteur, Genève, juin 2004.

2. Serge Rafy, « Le vrai visage de Tariq Ramadan », *Le Nouvel Observateur*, 29 janvier - 4 février 2004.

«Après la publication de mon article, Tariq Ramadan m’a laissé un message très dur, agressif, menaçant, comme si je l’avais trahi. Il a même écrit une lettre à Jean Daniel, le directeur du *Nouvel Observateur*¹ », se souvient le journaliste. Rien de bien étonnant. Aucun reportage ne trouve grâce aux yeux du petit-fils d’Hassan al-Banna. À l’en croire, tous les journalistes seraient des incompetents, des vendus et des malhonnêtes. Et, bien évidemment, des « sionistes notoires ». Une journaliste s’est même fait traiter de... « vicieuse ». Tariq Ramadan passe parfois jusqu’à une demi-heure sur les réseaux sociaux pour dénigrer ligne par ligne une enquête qui lui est consacrée. Il utilise pour cela des formules chocs, comptabilisant soi-disant 222, 333 ou 444 erreurs. Dans son livre *Devoir de vérité*, paru après son incarcération, il multiplie les attaques contre cette profession. Une consœur est dénoncée pour « ses écarts fréquents vis-à-vis de la vérité », un autre pour son absence de « rigueur déontologique ». Deux autres ne sont que des « journalistes approximatifs ». Enfin, un cinquième « ne brille pas non plus par son honnêteté intellectuelle »².

Dans un article intitulé « Des journalistes et de quelques frères humains », paru sur le site Oumma.com en mars 2004, le Genevois énumère « pas moins de 22 contrevérités et d’erreurs factuelles (sans compter les encadrés qui rivalisent de mensonges) ! » dans l’article de Serge Raby, qualifié de « journaliste sans scrupule ». Les autres médias ne sont pas mieux traités : « de multiples articles dans *Libération*, *Le Figaro Magazine*, *L’Humanité*, *Le Temps* ou *L’Hebdo* (en Suisse) foisonnent d’erreurs sur les faits, les dates et les citations. De nombreux journalistes se citent mutuellement, empruntent, répètent, à la limite du “copier-coller”... sans vérifier les sources et les données (certifiées puisque partout répétées)³ ».

La manœuvre est facile à comprendre : Tariq Ramadan cherche à discréditer la presque totalité des journalistes aux yeux de ses partisans, afin que ces derniers mettent systématiquement en doute ce que peuvent écrire ou dire les médias. Même lorsqu’il s’agit de faits incontestables. Certains ramadanistes sont allés jusqu’à nier sur les réseaux sociaux la mise en examen de Tariq Ramadan en Suisse.

1. Entretien avec l’auteur, mai 2004.

2. Tariq Ramadan, *Devoir de vérité*, *op. cit.*, p. 35, 53, 236 et 238.

3. Tariq Ramadan, « Des journalistes et de quelques frères humains », <https://oumma.com/des-journalistes-et-de-quelques-freres-humains/>, 15 mars 2004.

Alors que l'information avait été donnée par le palais de justice de Genève. Sa stratégie consiste à persuader ses partisans que l'Occident est islamophobe et que les *kuffar* (les infidèles) le redoutent car ils craignent sa très vive intelligence. Tariq Ramadan tente de se faire passer pour celui qui mène de « féroces batailles intellectuelles et médiatiques contre les intellectuels, les médias, les politiciens les plus célèbres¹ ». Lui-même écrit sans modestie : « Et si, dans cet environnement propice, ma chute pouvait arranger ces politiques que je gênais tant ? Et si ma parole publique, alors que j'appartiens aux peuples arabes des anciens colonisés, perturbait le rapport de domination depuis si longtemps établi² ? »

Professeur de français à 22 ans

Toutes les biographies consacrées au prédicateur subissent de sa part le même traitement que les articles. Il qualifie Caroline Fourest, auteure de *Frère Tariq*, de « prosioniste notoire ». Et accuse Lionel Favrot (*Tariq Ramadan dévoilé*) d'être « un homme proche de l'extrême droite de Mégret³ [ancien dirigeant du Front national] ». Quant au livre que je lui ai consacré en janvier 2007, intitulé *La Vérité sur Tariq Ramadan*, il écrit qu'il y a trouvé 63 erreurs factuelles jusqu'à la page 272, avant d'ajouter « après, franchement, ma lassitude m'a empêché de compter⁴... ». Mais curieusement, Tariq Ramadan ne prend pas la peine de citer quelques-unes des « erreurs factuelles » si criantes, ni même « les références clairement fausses » de l'ouvrage. Par ailleurs, Tariq Ramadan prétend qu'il a refusé de me rencontrer, alors que je l'ai interviewé à de nombreuses reprises dans la presse suisse et française, en particulier pour Oumma.com, le principal site musulman francophone.

1. « Tariq Ramadan, une idole de fiction qui s'est évanouie ! », <https://www.lelibre-penseur.org/tariq-ramadan-une-idole-de-fiction-qui-sest-evanouie/>, 29 novembre 2018.

2. Tariq Ramadan, *Devoir de vérité*, *op. cit.*, p. 252.

3. Michel Audétat, « Je suis devenu un bouc émissaire », *L'Hebdo*, 28 octobre 2004.

4. Tariq Ramadan, « Une biographie très différente, "sérieuse" ? », <https://oumma.com>, 1^{er} février 2017 (article retiré, archives de l'auteur).

Laissons donc le principal intéressé évoquer lui-même sa jeunesse genevoise. Dans le livre *L'Islam en questions*, coécrit avec Alain Gresh, alors rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, Tariq Ramadan affirme que « pendant de nombreuses années de sa jeunesse, le rapport à la religion et à la prière, par exemple, n'avait pas une place essentielle dans ma vie quotidienne [...] Mes parents m'ont laissé une grande liberté et c'est peu à peu que j'ai fait mes choix¹. » À la question : à quel moment choisissez-vous d'être musulman ?, posée par le journaliste Aziz Zemouri dans *Faut-il faire taire Tariq Ramadan ?*, celui-ci répond qu'il a « commencé à formuler des questionnements, à élaborer un rapport de connaissance critique à la religion vers l'âge de 16 ans. Ensuite est venue la révolution iranienne, vis-à-vis de laquelle j'ai assez vite pris position : le type d'imposition du fait religieux auquel j'assistais ne me plaisait guère et je l'exprimais souvent. » Il affirme que le modèle de gouvernement des ayatollahs, sa hiérarchie et son rapport au pouvoir « ne me satisfaisaient pas. J'étais contre le Shah, mais je ne soutenais pas le nouveau régime »².

Tariq Ramadan endosse déjà le rôle de victime. « J'étais en train de proposer aux jeunes de reconnaître les autres cultures et de les respecter ; mais dans le même temps, on m'imposait presque de nier la mienne et, malgré le fait que je n'en avais jamais fait cas, les rumeurs allaient bon train. La suspicion était grande. J'avais cette impression dérangeante que, pour pouvoir être reconnu par mes pairs, je devais très souvent me justifier et, somme toute, m'amputer de ce qui faisait la spécificité de ma conviction³ », se plaint-il.

Parlant de Saïd Ramadan, Tariq Ramadan déclare : « J'ai eu un père qui n'oubliait jamais la spiritualité. Je n'ai pas connu chez lui l'idée d'une instrumentalisation du religieux, mais plutôt un engagement politique par le spirituel [...] J'ai eu l'exemple d'une pensée du peuple beaucoup plus que d'une pensée de pouvoir⁴. » Une affirmation très largement contredite par les témoignages que j'ai pu recueillir sur le fondateur du Centre islamique de Genève. C'était au contraire un militant politique pur et dur, venu avec pour objectif

1. Alain Gresh et Tariq Ramadan, *L'Islam en questions*, op. cit., p. 32-33.

2. Aziz Zemouri, *Faut-il faire taire Tariq Ramadan ?*, L'Archipel, 2005, p. 103-104.

3. Alain Gresh et Tariq Ramadan, *L'Islam en questions*, op. cit., p. 47.

4. Alain Gresh et Tariq Ramadan, *L'Islam en questions*, op. cit., p. 26-27.

Tariq Ramadan

21. Le « Printemps arabe » serait téléguidé par les États-Unis et Israël.....	235
22. La théologie musulmane de la libération.....	247

Partie 2

LA CHUTE DU TARTUFFE

23. Le premier cri contre Tariq Ramadan	259
24. 27 000 euros, le prix du silence	269
25. Zoubeyr s'efface devant Ramadan.....	279
26. Mis en congé de l'université d'Oxford.....	291
27. L'affaire Ramadan rallume la guerre des gauches	301
28. La « maison commune » d'Edwy Plenel.....	309
29. Le petit livre vert remplace le petit livre rouge.....	317
30. Accusé de coucher avec ses élèves	325
31. L'incarcération du prédicateur	335
32. Iman Ramadan vole au secours de son mari.....	345
33. Rattrapé par trois autres plaintes	357
34. L'aveu douloureux de relations extraconjugales.....	367
35. Piégé par 399 SMS salaces	379
36. Libération après neuf mois et demi	389
37. Le rapport accablant du gouvernement genevois.....	401
38. Les manœuvres d'une secte aux abois	411
39. Après Tariq, Maryam Ramadan ?	425

ANNEXES

I. Tout commence à Ismaïlia	437
II. La Palestine et les Frères combattants	445
III. « Le Projet » pour dominer le monde.....	453
IV. L'islamologue et le Qatar nourricier.....	459
V. Christelle : « La bassesse des ramadanistes est sans limites »	465
Bibliographie	471
Remerciements	475

TARIQ RAMADAN

HISTOIRE D'UNE IMPOSTURE

Durant un quart de siècle, l'icône Tariq Ramadan ne serait pas montée si haut (avant de dégringoler si bas) s'il n'avait bénéficié de l'appui d'autant d'«idiots utiles». Qu'il s'agisse de dignitaires catholiques, de responsables de la Ligue de l'enseignement et de la Ligue des droits de l'homme, de militants socialistes, trotskistes et écologistes, de chercheurs, d'intellectuels, de journalistes ou d'animateurs de télévision.

Au XX^e siècle, les «idiots utiles» – pour reprendre l'expression chère à Lénine – fermaient les yeux sur le goulag, les famines et les purges sanglantes. Au XXI^e siècle, les nouveaux «idiots utiles» feignent d'ignorer la conception réactionnaire de l'islam promue par la Confrérie des frères musulmans, créée en Égypte en 1928 par Hassan al-Banna, le grand-père de Tariq Ramadan et enracinée en Europe à partir de 1958 par son gendre, Saïd Ramadan, le père de Tariq Ramadan.

Ian Hamel, journaliste d'investigation, correspondant du *Point* à Genève, est spécialiste des affaires financières et de l'islam radical. Il est notamment l'auteur de *L'énigme Oussama Ben Laden* (Payot, 2008), de *Banquier. Un Suisse dans le grand banditisme* (La manufacture de livres, 2015) et de *Notre ami Bernard Tapie* (L'Archipel, 2015).